

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Tourisme :

QUE soit fixée au 1^{er} janvier 2011 l'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les établissements d'hébergement touristique et d'autres dispositions législatives (2009, c. 22).

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

54723

Gouvernement du Québec

Décret 1046-2010, 1^{er} décembre 2010

Loi modifiant la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds et d'autres dispositions législatives (2005, c. 39)
— **Entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi**

CONCERNANT l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi modifiant la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds et d'autres dispositions législatives (2005, c. 39)

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds et d'autres dispositions législatives (2005, c. 39) a été sanctionnée le 13 décembre 2005;

ATTENDU QUE l'article 54 de cette loi prévoit que celle-ci entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006, à l'exception du paragraphe 2^o de l'article 3 et des articles 13 et 23 qui sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2007;

ATTENDU QUE l'article 54 prévoit également que l'article 3, dans la mesure où il remplace le sous-paragraphe *a* du paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 2 de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds et dans la mesure où il édicte le paragraphe 4^o de cet alinéa, le paragraphe 2^o de l'article 4, l'article 27, dans la mesure où il édicte l'article 48.3, et les articles 30 à 47 entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 1^{er} janvier 2011 la date de l'entrée en vigueur de l'article 3 de la Loi modifiant la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds et d'autres dispositions législatives, dans la mesure où il remplace le sous-paragraphe *a* du para-

graphe 3^o du premier alinéa de l'article 2 de la Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds et dans la mesure où il édicte le paragraphe 4^o de cet alinéa;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :

QUE l'article 3 de la Loi modifiant la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds et d'autres dispositions législatives (2005, c. 39), dans la mesure où il remplace le sous-paragraphe *a* du paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 2 de la Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds et dans la mesure où il édicte le paragraphe 4^o de cet alinéa, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

54725

Gouvernement du Québec

Décret 1047-2010, 1^{er} décembre 2010

Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives (2008, c. 14)
— **Entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi**

CONCERNANT l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives (2008, c. 14)

ATTENDU QUE la Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives (2008, c. 14) a été sanctionnée le 12 juin 2008;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 141 de cette loi, les dispositions de celle-ci entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, à l'exception du paragraphe 2^o de l'article 1, du paragraphe 2^o de l'article 2, des articles 3, 4, 8, du paragraphe 1^o de l'article 9, des articles 10, 23, 24, 28, 30, 34 à 36, 38 à 40, 43, 45 à 47, du paragraphe 3^o de l'article 54, des articles 55 à 57, 59 à 71, 73 à 78, 81 à 85, des paragraphes 2^o à 4^o de l'article 86, des articles 88 à 90, 94, 96, du paragraphe 2^o de l'article 98, des articles 99, 102, 117, 120 à 123, 125, 132 à 135, 137 et 138 à 140, qui sont entrées en vigueur le 12 juin 2008, et de l'article 7, du paragraphe 1^o de l'article 11, de l'article 12, des paragraphes 2^o et 3^o de l'article 49, du paragraphe 2^o de l'article 50, du paragraphe 2^o de l'article 51, de l'article 52 et du paragraphe 2^o de l'article 53, qui sont entrées en vigueur le 2 juillet 2008;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 857-2008 du 3 septembre 2008, le paragraphe 1^o de l'article 98 et l'article 118 de cette loi sont entrés en vigueur le 3 septembre 2008;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 905-2008 du 17 septembre 2008, l'article 48 de cette loi est entré en vigueur le 17 septembre 2008;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1107-2008 du 5 novembre 2008, l'article 136 de cette loi est entré en vigueur le 5 novembre 2008;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1109-2008 du 5 novembre 2008, les articles 5 et 13, le paragraphe 1^o de l'article 14 et les articles 31, 32, 41, 42, 87, 92, 93, 97 et 116 de cette loi sont entrés en vigueur le 7 décembre 2008;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1207-2009 du 18 novembre 2009, le paragraphe 2^o de l'article 11 et l'article 58 de cette loi sont entrés en vigueur le 6 décembre 2009;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 933-2010 du 3 novembre 2010, les articles 15, 16, 17 et 103 à 110 de cette loi entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2010;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 1^{er} janvier 2011 l'entrée en vigueur des articles 25, 44 et du paragraphe 2^o de l'article 72 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :

QUE les articles 25, 44 et le paragraphe 2^o de l'article 72 de la Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives (2008, c. 14) entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

54726

Gouvernement du Québec

Décret 1048-2010, 1^{er} décembre 2010

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (2009, c. 26) — Entrée en vigueur de l'article 114 de la Loi

CONCERNANT l'entrée en vigueur de l'article 114 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (2009, c. 26)

ATTENDU QUE la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (2009, c. 26) a été sanctionnée le 17 juin 2009;

ATTENDU QUE l'article 132 de cette loi prévoit que celle-ci entre en vigueur le 17 juin 2009, à l'exception des articles 22, 31, 35, 37, 87, 92 et 101 qui sont entrés en vigueur le 30 juin 2009, des articles 61 à 63 qui sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010, du paragraphe 3^o de l'article 80, de l'article 81, de l'article 89, du paragraphe 1^o de l'article 91 et des articles 93 à 98 qui sont entrés en vigueur le 4 novembre 2009 et de l'article 114 qui entrera en vigueur à compter de la date déterminée par le gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 1^{er} janvier 2011 l'entrée en vigueur de l'article 114 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et du ministre des Transports :

QUE l'article 114 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (2009, c. 26) entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

54727

Gouvernement du Québec

Décret 1065-2010, 1^{er} décembre 2010

Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail (2006, c. 53)

Loi modifiant le régime de santé et de sécurité du travail afin notamment de majorer certaines indemnités de décès et certaines amendes et d'alléger les modalités de paiement de la cotisation pour les employeurs (2009, c. 19) — Entrée en vigueur de certaines dispositions

CONCERNANT l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail (2006, c. 53) et de la Loi modifiant le régime de santé et de sécurité du travail afin notamment de majorer certaines indemnités de décès et certaines amendes et d'alléger les modalités de paiement de la cotisation pour les employeurs (2009, c. 19)